

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

R.E.1. Mons. E. Mecé | Postbus 58, 2600 Berchem 5, Belgique.



5° année / N° 245

du 5 au 11 novembre 1987

## POLITIQUE

Manque de volonté politique pour appliquer les accords d'Esquipulas II

L'amnistie gouvernementale est démagogique

Intolérance du gouvernement face à l'opposition politique

Réforme de la loi électorale et sur les partis politiques

Le gouvernement intervient auprès de la Croix rouge

Les combats continuent dans le nord-ouest

L'URNG réalise une importante embuscade

Le gouvernement est responsable de l'augmentation de la violence

Des travailleurs de la voierie chassés du Congrès

Menaces de mort contre des fonctionnaires de la migration

Représailles contre des dirigeants paysans

Des étudiants occupent des locaux universitaires

## DROITS DE L'HOMME

Répression contre les paysans dans le Quiche

Vague d'enlèvements dans le sud-ouest

Enlèvements dans la capitale guatémaltèque

Un homme politique et un membre de la commission militaire assassinés

## REFUGIES

Le HCNUR appuie les réfugiés guatémaltèques

1.200 réfugiés rentrent au Guatemala

4° P. 12315

## POLITIQUE

### MANQUE DE VOLONTE POLITIQUE POUR APPLIQUER LES ACCORDS D'ESQUIPULAS II

Pour appliquer les accords d'Esquipulas II, il manque une volonté politique et la démagogie déployée par le président Vinicio Cerezo ne suffit pas. C'est ce que déclare le Groupe d'appui mutuel (GAM) dans un communiqué diffusé le 9 novembre.

Selon le GAM, après la date du 5 novembre définie comme première échéance pour la réalisation des accords signés par les présidents centraméricains, on ne peut pas se contenter de "formulations hypocrites" tendant seulement à "créer une image" de réalisation des accords comme l'a fait le président Cerezo.

Dans le cas du Guatemala, affirme le communiqué, le gouvernement dit qu'une commission de réconciliation nationale a été créée sans que l'on sache où elle siège, quelles sont ses fonctions et comment la rencontrer.

Le GAM exige donc le respect sans restriction des droits civils et politiques des citoyens guatémaltèques, l'arrêt immédiat des assassinats et des enlèvements politiques dont le nombre a encore augmenté, la constitution d'une commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme, la réalisation d'une enquête sur le sort des milliers de disparus guatémaltèques, ainsi que le respect du droit inaliénable pour tout guatémaltèque de vivre dans sa patrie et d'exercer les droits que lui accorde la Constitution de la République.

### L'AMNISTIE GOUVERNEMENTALE EST DEMAGOGIQUE

Le Parti guatémaltèque du travail (PGT), qui se trouve dans la clandestinité, a déclaré le 4 novembre que l'amnistie votée récemment par le Congrès de la République n'est qu'un procédé démagogique du gouvernement. Cette déclaration a été diffusée dans un document envoyé aux organes de presse du pays.

"Notre parti, déclare le document, rejette catégoriquement la prétendue amnistie du gouvernement, car il considère qu'il ne s'agit là que d'un procédé démagogique de Cerezo pour masquer formellement les engagements de l'accord d'Esquipulas II.

Le document souligne que les problèmes fondamentaux du peuple guatémaltèque, dont la résolution sera le début d'une véritable démocratisation du pays, continuent à être ignorés. Il fait remarquer, en même temps, que l'amnistie entrera en vigueur dans le cadre de l'inten-

sification des opérations militaires anti-insurgés, après la rencontre de Madrid.

#### INTOLERANCE DU GOUVERNEMENT FACE A L'OPPOSITION POLITIQUE

Le 5 novembre, le président Vinicio Cerezo a qualifié d'"intolérables" les demandes formulées par un groupe de citoyens guatémaltèques exilés au Mexique et rentrés temporairement au pays.

"Revenir au Guatemala pour faire des propositions radicales en référence aux exigences des exilés afin que soient punis les responsables des violations des droits de l'homme, est un acte de provocation que le gouvernement ne peut tolérer", a déclaré Cerezo.

De son côté, la délégation d'exilés venant du Mexique qui visite le pays pour prendre contact avec les organisations populaires et pour revendiquer le droit de vivre dans la patrie en toute sécurité, a signalé que "de telles déclarations montrent l'intolérance face à l'opposition politique populaire et démocratique, le manque de volonté et de possibilités pour engager un véritable processus démocratique, pluraliste et participatif correspondant aux accords d'Esquipulas II signés par Cerezo".

Avant de rentrer au Mexique, le 7 novembre, les délégués ont déclaré aux journalistes que "la situation des droits de l'homme est la même, ou pire, qu'avant". Ils ont aussi affirmé avoir été l'objet de persécution durant leur séjour au Guatemala.

#### REFORME DE LA LOI ELECTORALE ET SUR LES PARTIS POLITIQUES

Le Congrès de la République a approuvé le 7 novembre un projet de réforme de la loi électorale et sur les partis politiques. Cette réforme sera en vigueur pour les élections municipales de 1988 et les élections générales de 1991.

Parmi les 84 modifications que contient la réforme, l'une des plus discutées concerne l'entrée au sein du Congrès de la République des candidats malheureux à la présidence et à la vice-présidence qui auront obtenu au moins 10 % des voix.

#### LE GOUVERNEMENT INTERVIENT AUPRES DE LA CROIX ROUGE

Le 4 novembre, le président Vinicio Cerezo est intervenu auprès de la Croix rouge guatémaltèque à propos du conflit entre les travailleurs et le président de cette institution Jorge Toriello, accusé par les employés d'actes de corruption et de mauvais traitements à leur égard.

Le gouvernement a nommé deux négociateurs afin de mettre en route la restructuration de cet organisme en accord avec les représentants des travailleurs. Les deux personnalités nommées sont Rodolfo Maldonado, ministre du Travail et un député du Congrès de la République.

#### LES COMBATS CONTINUENT DANS LE NORD-OUEST

Dans le cadre de l'offensive lancée par l'armée contre les zones sous contrôle insurgé dans le nord-ouest du pays, les forces armées ont souffert 28 pertes et ont retiré deux hélicoptères de combat endommagés, informe un communiqué de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), diffusé le 6 novembre. Les combats ont eu lieu dans les communes de Barillas et d'Ixcán, départements de Huehuetenango et d'El Quiché, entre le 17 octobre et le 3 novembre.

Selon l'URNG, le combat le plus violent a eu lieu le 3 novembre quand les forces insurgées ont attaqué une colonne de cent soldats qui quittait le camp militaire de La Unión Cuarto Pueblo, dans la région d'Ixcán, causant au moins dix pertes.

L'URNG signale en outre que, les 24 et 25 octobre, deux hélicoptères de l'armée de l'air ont été sérieusement touchés par les tirs anti-aériens des insurgés au cours de combats près de Barillas, département de Huehuetenango, qui ont également occasionné huit pertes dans les rangs de l'armée gouvernementale.

Selon ce communiqué, ces derniers combats élèvent à 83 le nombre de pertes causées par l'URNG à l'armée depuis que les troupes gouvernementales ont commencé ce que le ministre de la Défense appelle "l'offensive de fin d'année".

#### L'URNG REALISE UNE IMPORTANTE EMBUSCADE

Le 5 novembre, les forces insurgées de l'URNG ont tendu une embuscade aux environs d'un camp militaire de l'armée gouvernementale dans le village de Caba, commune de Chajul, El Quiché, informe un communiqué de l'organisation guérillera.

Une patrouille de 45 soldats est tombée dans l'embuscade et des combats s'en sont suivis avec des soldats venus du camp pour les renforcer.

Le communiqué informe que les affrontements ont duré une heure et quarante minutes et ont provoqué 14 morts (dont l'officier qui commandait la compagnie) et 13 blessés parmi les forces gouvernementales. Les insurgés ont récupéré huit fusils Galil ainsi que du matériel militaire. De son côté, l'armée reconnaît la mort de 16 soldats, à travers les déclarations du général Hector Gramajo, ministre de la Défense, faites à la presse le 8 novembre.

## LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE DE L'AUGMENTATION DE LA VIOLENCE

Le 8 novembre, la Confédération de l'unité syndicale du Guatemala (CUSG), par la voix de son secrétaire général Juan Francisco Alfaro, a accusé le gouvernement d'être responsable de l'augmentation de la violence quel que soit politique ou de droit commun:

Le dirigeant syndical a déclaré à la presse que "le gouvernement favorise l'augmentation de la violence car il n'a rien fait d'efficace pour en combattre les causes, telles que la pauvreté, le chômage et l'augmentation du coût de la vie".

## DES TRAVAILLEURS DE LA VOIERIE CHASSES DU CONGRES

Un groupe de travailleurs de l'Etat des services de voirie a occupé pacifiquement, le 10 novembre, le siège de la commission de la santé du Congrès de la République afin d'obtenir une entrevue avec le président Cerezo pour lui présenter ses revendications. Après plus de 9 heures d'attente, le groupe a été chassé par un peloton de la police anti-émeutes, à la demande du président du Congrès, Ricardo Gomez.

## MENACES DE MORT CONTRE DES FONCTIONNAIRES DE LA MIGRATION

Le 10 novembre, le comité exécutif du syndicat des fonctionnaires du service de migration a dénoncé auprès le ministère du Travail que plusieurs de ses adhérents avaient été menacés de mort.

La dénonciation a été présentée par le secrétaire général Antonio Barrios, qui a demandé que le gouvernement garantisse la sécurité du secrétaire de l'organisation, Juan Pacheco, menacé de mort par téléphone, et celle de Moises Lemus, fonctionnaire menacé par des inconnus portant des armes à feu qui surveillent le collège où étudie l'une de ses filles.

## REPRESAILLES CONTRE DES DIRIGEANTS PAYSANS

Le 3 novembre, des dirigeants du syndicat des travailleurs de la ferme nationale Brillantes, localité de Retalhuleu, ont déclaré avoir reçu des menaces de licenciement de la part de la direction générale du service agricole (DIGESA).

Selon la Confédération de l'unité syndicale du Guatemala qui a porté plainte, les travailleurs menacés d'être licenciés n'ont commis d'autre faute que celle d'avoir rendu public les actes de corruption pratiqués par des

fonctionnaires de la DIGESA, ainsi que d'avoir demandé la réparation de leurs maisons.

#### DES ETUDIANTS OCCUPENT DES LOCAUX UNIVERSITAIRES

Des étudiants de diverses facultés de l'Université de San Carlos (USAC) ont occupé, le 8 novembre, la presque totalité des locaux de ce centre d'études afin de protester contre l'indifférence des autorités universitaires face aux graves problèmes que connaît le pays. Dans ce sens, les étudiants ont exigé du Conseil supérieur universitaire, le plus haut organisme de décision de l'université, qu'il analyse et étudie le rôle qui incombe à l'USAC en faveur des secteurs majoritaires du pays.

#### DROITS DE L'HOMME

##### REPRESSION CONTRE LES PAYSANS DANS LE QUICHE

Le Comité de l'unité paysanne (CUC) ainsi que plusieurs organismes humanitaires guatémaltèques ont dénoncé, le 4 novembre, une série d'actes de répression contre la population du nord-ouest du pays de la part de l'armée. Parmi ces faits, le CUC dénonce le mitraillage et le bombardement par avions et par hélicoptères ainsi que le bombardement par canons de villages qui ont provoqué la mort de paysans dans le nord du département d'El Quiche.

Enfin, la plainte souligne que cette "offensive militaire contre la population" a provoqué un nouveau "déplacement violent des communautés paysannes".

##### VAGUE D'ENLEVEMENTS DANS LE SUD-OUEST

Selon la presse du 9 novembre, plusieurs municipalités du sud-ouest du pays continuent à être le théâtre d'une vague d'enlèvements réalisés par des groupes d'inconnus portant des armes à feu.

Ainsi, le 8 novembre, on a appris que monsieur Raul Antonio Tejada, 35 ans, enlevé quelques jours au paravant à San Antonio Suchitepequez, avait été retrouvé mort au bord de la rivière Madre Vieja, département d'Escuintla. Par ailleurs, monsieur Juan Caa Lopez a été enlevé par des inconnus à son domicile, à San Andres Villaseca, Retalhuleu, et entraîné dans une pick-up de couleur rouge. Enfin, Jorge Alberto Saucedo Cifuentes, 15 ans, et Calmerio Gomez Rivas, 19 ans, qui avaient été enlevés le 3 novembre sur la route de Chiantla à Huehuetenango, ont

été retrouvés assassinés dans la localité de San Carlos Sija, département de Quetzaltenango.

#### ENLEVEMENTS DANS LA CAPITALE GUATEMALTEQUE

Les occupants de deux véhicules qui ont pu être identifiés ont blessé par balles un homme d'environ 25 ans puis l'ont enlevé, ont raconté des témoins des faits qui ont eu lieu le 4 novembre.

L'enlèvement a eu lieu entre la sixième avenue et la rue 24 de la zone un de la capitale guatémaltèque.

Un jeune homme de 18 ans a été enlevé de manière semblable dans une importante avenue de la zone 7 par les occupants d'un véhicule de type Panel.

#### UN HOMME POLITIQUE ET UN MEMBRE DE LA COMMISSION MILITAIRE SONT ASSASSINES

Mauro Marroquin Medina, ex-candidat aux législatives et actuel secrétaire général du Parti institutionnel démocratique (PID), a été assassiné par un groupe d'hommes armés, en même temps que Juan Ramirez, aide de la commission militaire.

Les faits ont eu lieu le 8 novembre sur la route qui relie San Juan Toliman à Santiago Atitlan, département de Solola. Les victimes ont été contraints de descendre de l'autobus dans lequel ils voyageaient et abattus devant les autres passagers. Le véhicule a été ensuite incendié.

#### REFUGIES

##### LE HCNUR APPUIE LES REFUGIES GUATEMALTEQUES

Michel Moller, représentant du haut commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCNUR), a déclaré, le 4 novembre, que cette institution continuera à appuyer les réfugiés guatémaltèques tant qu'ils n'auront pas décidé de rentrer volontairement dans leur pays.

Dans ses déclarations au correspondant du Campeche du journal mexicain Excelsior, Moller s'est également référé au montant de l'aide que le HCNUR offre actuellement aux réfugiés en l'estimant à un million et demi de dollars le programme qui a pour but de transformer les réfugiés en producteurs autosuffisants. Moller a souhaité que pour l'année prochaine un budget similaire soit destiné à la continuation de ce programme.

##### 1.200 REFUGIES RENTRENT AU GUATEMALA

Quelques 1.200 guatémaltèques réfugiés dans les camps

de Quetzal Ezna et de Maya Tecun, Campeche, sont rentrés dans leurs villages d'origine au Guatemala. C'est ce qu'a fait savoir, le 9 novembre, Laura Carrera Lugo, coordinatrice de la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés.

La responsable a expliqué que pendant les dix mois de l'année en cours avaient été réalisés trois rapatriements de 400 personnes à chaque fois. Ces personnes se trouvaient depuis trois ans dans les camps de réfugiés du sud du Mexique.